

## MARCHÉ PUBLIC

En application des dispositions du code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis du présent marché

Région académique  
Île-de-France  
Service Régional des Achats

# Cahier des clauses administratives particulières

Appel d'offres ouvert

## OBJET DE LA CONSULTATION :

LE PRESENT MARCHÉ A POUR OBJET LA FOURNITURE D'UN SYSTEME D'INFORMATION PERMETTANT D'OPTIMISER LES PARCOURS DE SPORT SANTE pour LES PATIENTS ET LES PROFESSIONNELS D'ILE-DE-FRANCE

Numéro de référence du marché : SI\_SportSantéIDF\_2024

# Sommaire

1.	OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1.	OBJET DU MARCHE .....	4
1.2.	PERIMETRE DU MARCHE .....	4
1.3.	FORME ET MONTANT DU MARCHE .....	4
1.4.	DUREE DU MARCHE .....	4
1.5.	ALLOTISSEMENT .....	4
2.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
3.	DEVOIR DE CONSEIL DU TITULAIRE .....	5
4.	CONFIDENTIALITE .....	6
5.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DE LA REGION ACADEMIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE .....	6
5.1.	Obligations du titulaire .....	6
5.1.1.	Obligations d'information .....	6
5.1.2.	Obligations de résultat .....	7
5.2.	Obligations de la région académique d'Île-de-France .....	7
6.	SUIVI DU MARCHE .....	7
7.	PENALITES .....	7
7.1.	Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut .....	7
7.2.	Pénalités pour non-exécution des obligations contractuelles .....	8
7.3.	Pénalités pour non-respect des délais de prise en charge de la résolution des anomalies .....	8
7.4.	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	8
7.5.	Pénalités pour non-respect de la clause sociale .....	9
7.6.	Pénalités pour non-respect de la clause environnementale .....	9
8.	MODALITE DE COMMANDE .....	9
9.	PRIX ET FACTURATION .....	10
9.1.	Forme du prix .....	10
9.2.	Variation du prix .....	10
9.2.1.	Mois d'établissement des prix .....	10
9.2.2.	Choix de l'index de référence .....	10
9.3.	Modalités de révision des prix .....	10
9.4.	Facturation .....	11
9.5.	Modalités de règlement .....	11
10.	AVANCE .....	12
10.1.	Disposition générale .....	12
10.2.	Les accords-cadres à bons de commande .....	12

11.	ACOMPTE	12
12.	DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	12
13.	UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	14
14.	SOUS-TRAITANCE	14
15.	INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHE	14
16.	OPERATIONS DE VERIFICATIONS	15
16.1.	Opérations de vérifications quantitatives	15
16.2.	Opérations de vérifications qualitatives	15
16.2.1.	Vérifications d'aptitude (VA)	15
16.2.2.	Vérifications de service régulier (VSR)	15
17.	DECISION APRES VERIFICATION	16
18.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	17
19.	MAINTENANCE	17
20.	REVERSIBILITE ET TRANSFERABILITE	17
21.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
21.1.	Connaissances antérieures	18
21.1.1.	Définition	18
21.1.2.	Régime des connaissances antérieures	18
21.2.	Résultats	19
21.2.1.	Définition	19
21.2.2.	Régime des résultats	20
21.2.3.	Régime des données	20
21.2.4.	Droit du titulaire	20
22.	DOCUMENTS A FOURNIR PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE	21
23.	CESSION DU MARCHE	21
24.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	21
25.	CLAUSE DE REEXAMEN	21
26.	SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	22
27.	RESILIATION	22
27.1.	Résiliation pour faute	22
27.2.	Résiliation en cas d'évènements liés au marché et pour motif d'intérêt général	22
27.3.	Résiliation en cas de force majeure	22
28.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	23
29.	DIFFERENDS ET LITIGES	23
30.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24

# 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1.OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture d'un système d'information permettant d'optimiser les parcours sport santé pour les patients et les professionnels en Ile-de-France.

## 1.2. PERIMETRE DU MARCHE

Le lieu d'exécution du présent marché est : l'Ile-de-France.

## 1.3. FORME ET MONTANT DU MARCHE

Le présent marché est un accord-cadre au sens de l'article L2125-1 1° du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 768 000€ HT pour sa durée totale.

Le montant estimé de la consultation est : 384 000€ HT pour les 4 ans de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

## 1.4. DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une période de 12 mois ferme. Il est ensuite renouvelable 3 fois un an, par reconduction tacite. La durée totale du marché ne pourra excéder 48 mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La région académique d'Ile-de-France se réserve le droit de notifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par toute forme qui permette d'attester de la date et de l'heure de sa réception, ce avant l'échéance de la date d'anniversaire du marché.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin de l'exécution de la période en cours et au-delà, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

En cas d'émission de bons de commande, ceux-ci peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pourront produire leurs effets au-delà, pour une durée de 6 mois.

## 1.5. ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

## 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement du marché (ATTRI1) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (AF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse remis par le titulaire au moment du dépôt de son offre ;
- En cas de sous-traitance, les actes spéciaux de sous-traitance dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la région académique d'Île-de-France font seules foi.

Le CCAG-TIC, bien que matériellement non joint au dossier de consultation, est réputé parfaitement connu des parties.

Le CCAG-TIC est consultable [ici](#).

Portée des pièces du marché :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA).

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express du service régional des achats de la région académique d'Île-de-France.

## 3. DEVOIR DE CONSEIL DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.9 du CCAG-TIC, il est rappelé que le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournis à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

## 4. CONFIDENTIALITE

Il est fait application de l'article 5 du CCAG-TIC.

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du bénéficiaire, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le bénéficiaire.

Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire au bénéficiaire.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 50 du CCAG-TIC, soit la résiliation aux torts du titulaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire et que celui-ci aurait signalé comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

## 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DE LA REGION ACADEMIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE

### 5.1. Obligations du titulaire

#### 5.1.1. Obligations d'information

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la région académique d'Île-de-

France. En cas de manquement, la région académique d'Île-de-France ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, notamment des retards de paiement.

#### 5.1.2. Obligations de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

### 5.2. Obligations de la région académique d'Île-de-France

La région académique d'Île-de-France s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

## 6. SUIVI DU MARCHE

Une réunion de bilan sur l'exécution du marché, sera organisée à minima une fois par an en présence du SRA, de l'ensemble des interlocuteurs des services communication et du titulaire.

Des réunions pourront être organisées à la demande des académies ou du titulaire.

## 7. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant des pénalités de retard ne pourra excéder plus de 40% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000€ HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

### 7.1. Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut

Dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 5.1 du présent CCTP le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- 500 € HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale.

- 500 € HT si, après demande du bénéficiaire, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.
- Une pénalité (HT) égale au nombre d'heures de formation prévu par le marché et non réalisé, du fait du titulaire, multiplié par 40 (montant modulable par l'acheteur qui veille à ce que les pénalités aient un caractère raisonnable).

## 7.2. Pénalités pour non-exécution des obligations contractuelles

Selon l'article 14 du CCAG-TIC, les pénalités pour non-exécution des obligations contractuelles le titulaire encours, sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires d'un montant de 700€.

## 7.3. Pénalités pour non-respect des délais de prise en charge de la résolution des anomalies

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ou au montant de la commande pour les prestations à commande ;

R = le nombre de jours de retard.

## 7.4. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-TIC, le titulaire s'expose à des pénalités définies à l'article 14.3 du CCAG-TIC.



## 7.5. Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 5.1 du CCTP les pénalités suivantes :

- 500 € si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- 50 € par jour ouvré de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur ou la MLDS dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;
- une pénalité égale au nombre d'heures prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 4 et multiplié par le plafond horaire de la sécurité sociale brut en cas de non-respect des obligations relatives au volume horaire minimum exigé dans le cahier des charges.

## 7.6. Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

En cas de non-respect de la clause environnementales, article 5.2 du CCTP, des pénalités financières seront appliquées selon les modalités suivantes : une pénalité forfaitaire de 500 HT sera appliquée pour chaque constat de non-conformité aux critères d'optimisation des ressources matérielles.

## 8. MODALITE DE COMMANDE

Les prestations feront l'objet de bons de commande annuels. Chaque bon de commande sera transmis par voie électronique.

Il est précisé sur chaque bon de commande les renseignements suivants :

- le numéro de l'EJ ;
- la référence du marché ;
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence à l'annexe financière ;
- le délai de mise en œuvre de la prestation ;
- le contact du service facturier du titulaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T et T.T.C de chaque prestation

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pourront produire leurs effets au-delà de cette période de validité pour une durée de 6 mois.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, l'absence de réserve émise par le titulaire dans les 2 jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

## 9. PRIX ET FACTURATION

### 9.1. Forme du prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires.

Le BPU définit des paliers (colonnes C du BPU) pour le nombre de licences en fonction des types d'utilisateurs. Ces paliers s'appliquent sur l'ensemble de la période de validité du marché, et non uniquement à chaque bon de commande.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Tous les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres, ainsi que l'ensemble des moyens (salaires et charge sociales afférents au personnel employé pour l'exécution des prestations, frais de gestion générale, etc...) nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le prix des licences doit comprendre les coûts liés à la maintenance, l'hébergement et la formation.

Le BPU inclut des tranches basées sur le nombre total de licences commandées, cumulable sur toute la durée du marché, et non limitées à chaque bon de commande.

Dès lors que le seuil d'une nouvelle tranche est atteint dans une commande, c'est le montant correspondant à cette tranche qui est applicable au bon de commande concerné et pour les bons de commande suivants, jusqu'à atteinte du prochain seuil.

### 9.2. Variation du prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables à la hausse comme à la baisse à chaque date d'anniversaire du marché. La variation des prix doit être accompagnée de justificatifs.

Les prix sont fermes et actualisables selon les modalités fixées ci-dessous.

#### 9.2.1. Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (M0). Le mois M0 correspond au mois de la date limite de remise des offres.

#### 9.2.2. Choix de l'index de référence

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice SYNTEC.

### 9.3. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P = P0(S/S0)$$

Dans laquelle :

P = le prix révisé

P0 = le prix initial de l'accord-cadre (prix défini le mois de la date limite de remise des offres).

S = le dernier indice connu publié par la Fédération Syntec

S0 = indice publié par la Fédération Syntec, le mois précédent le mois du dépôt des offres.

Le coefficient sera arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire transmet le détail du calcul de la révision au SRA, à l'adresse suivante : [sra@region-academique-idf.fr](mailto:sra@region-academique-idf.fr), au moins un mois avant la date anniversaire du marché, en mentionnant le numéro du présent marché et le numéro d'EJ correspondant. Le titulaire joint à sa demande la nouvelle annexe financière révisée.

Les nouveaux tarifs seront applicables pour toutes les factures émises après l'acceptation formelle de la révision des prix par le SRA par mél.

## 9.4. Facturation

La facturation devra s'effectuer obligatoirement via le portail Chorus Pro (portail de dématérialisation).

Pour accéder au portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La région académique d'Île-de-France se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le SRA et de fournir les documents afférents à ces modifications (extrait des annonces légales, nouveau K-Bis et RIB).

## 9.5. Modalités de règlement

Le règlement des prestations s'effectue après vérification du service fait, sur présentation d'une facture déposée sur Chorus Pro correspondant aux prestations exécutées. Le service fait doit être fait après la réception des licences. La facture devra comporter :

- Le numéro d'EJ ;
- Le nom du personnel bénéficiaire

L'admission des prestations donne lieu à leur règlement dans les 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserves des conditions suivantes :

- Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

## 10. AVANCE

### 10.1. Disposition générale

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont fixées aux articles R2191-6 à R2191-10 du code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

### 10.2. Les accords-cadres à bons de commande

Le montant de l'avance est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5% du montant du bon de commande.

L'avance est versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement s'effectuera sur chaque demande d'acompte par prélèvement sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

## 11. ACOMPTES

Les modalités de versement des acomptes sont définies à l'article 11 du CCAG-TIC.

## 12. DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Le décompte du délai se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt). Le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Si le délai de paiement de 30 jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

#### Dispositions relatives à la co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au bénéficiaire la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membre du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-PI.

#### Dispositions relatives à la sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du bénéficiaire au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au bénéficiaire.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au bénéficiaire accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé en attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le bénéficiaire adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le bénéficiaire de l'accord, total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné ci-dessus. Si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus ou encore de la réception par le bénéficiaire de l'avis postal mentionné ci-dessus.

Le bénéficiaire en informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## 13. UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les livrables, les comptes-rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste soit considérée comme exhaustive.

## 14. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du bénéficiaire, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant :

- soit, lorsque la déclaration de la sous-traitance a lieu avant le début d'exécution des prestations, le titulaire transmet dans son offre une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété ;
- soit, en cours d'exécution du marché, le titulaire adresse au bénéficiaire une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété, par tout moyen permettant d'accuser sa bonne réception.

Quel que soit le moment de la déclaration de sous-traitance, celle-ci doit contenir l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le représentant du bénéficiaire dans les conditions prévues par l'article 3.6. « Sous-traitance » du CCAG-TIC.

## 15. INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHE

Il est fait application de l'article 29 du CCAG-TIC.

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche à l'issue de laquelle il transmet au bénéficiaire un procès-verbal de mise en ordre de marche.

Le titulaire indique s'il sera présent aux opérations de vérifications.

La date de notification du procès-verbal constitue le point de départ du délai des vérifications.

## 16. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérifications seront effectuées conformément aux dispositions des articles 30 à 32 du CCAG-TIC.

### 16.1. Opérations de vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandés par le bénéficiaire.

### 16.2. Opérations de vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitatives ont pour objet de permettre au bénéficiaire de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ainsi que de contrôler s'il a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Ces opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

#### 16.2.1. Vérifications d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché. Cette constatation peut résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché, d'un ou plusieurs programmes ou banc d'essais.

Le bénéficiaire arrête sa décision suivant les modalités précisées à l'article 33.2 du CCAG-TIC.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

#### 16.2.2. Vérifications de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité du service s'observe pendant trente (30) jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le bénéficiaire.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

## 17. DECISION APRES VERIFICATION

### Vérification d'aptitude (VA)

Si toutes les conditions liées à l'admission de la vérification d'aptitude sont remplies, le bénéficiaire peut prononcer la vérification d'aptitude et établir un procès-verbal de vérification d'aptitude.

Le bénéficiaire notifie sa décision au titulaire dès que la vérification d'aptitude a été opérée et au plus tard dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de l'expiration du délai maximum de vérification. A défaut, l'aptitude est réputée acquise.

Si au cours ou en fin de vérification d'aptitude au moins, une des conditions liées à l'admission n'est pas remplie, le bénéficiaire est seul juge de l'issue à retenir :

- Si le bénéficiaire juge que la qualité des livrables n'est pas conforme et/ou qu'ils ne couvrent pas l'exhaustivité de la demande initiale, il notifie une décision motivée de rejet.
- Si le bénéficiaire juge que les livrables peuvent être rendus conforme à la demande initiale moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il notifie une décision d'ajournement.
- Si le bénéficiaire juge que seule une partie des livrables répond à la demande initiale, il notifie une décision motivée de réception de la vérification d'aptitude avec réfaction.

La décision de réception, de rejet, d'ajournement ou de réception avec réfaction peuvent être prononcées sans attendre l'expiration du délai maximum de vérification d'aptitude.

Le prononcé de la vérification d'aptitude peut être accompagné de pénalités de retard si les délais d'exécution contractuels ne sont pas respectés. Ils sont considérés comme n'ayant pas respectés dès lors qu'il y a ajournement ou rejet lesquels déclenchent le calcul des pénalités de retard prévues au CCP.

Si à l'issue de trois présentations en vérification par le titulaire, les résultats livrés n'ont pas pu obtenir un avis favorable pour la vérification d'aptitude, le bénéficiaire peut décider de la résiliation de l'accord-cadre.

### Vérification de service régulier (VSR)

A la suite du prononcé de la vérification d'aptitude, la vérification de service régulier débute lors de la mise à disposition par le titulaire au bénéficiaire.

Le bénéficiaire vérifie alors le service régulier de la livraison pendant 4 semaines au maximum.

Si toutes les conditions liées aux indicateurs de l'admission sont positives, le bénéficiaire peut prononcer la VSR et établir le procès-verbal d'admission définitive.

Le bénéficiaire notifie sa décision au titulaire dès que la VSR a été opérée et au plus tard dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de l'expiration du délai maximum de vérification. A défaut, la VSR est réputée acquise.

Si au cours ou en fin de VSR, au moins une des conditions liées aux indicateurs est négative, le bénéficiaire est le seul juge de l'issue à retenir.

- Si le bénéficiaire juge que la qualité des livrables n'est pas conforme et/ou qu'ils ne couvrent pas l'exhaustivité de la demande initiale, il notifie une décision motivée de rejet.
- Si le bénéficiaire juge que les livrables peuvent être rendus conformes à la demande initiale moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il notifie une décision d'ajournement.



- Si le bénéficiaire juge que seule une partie des livrables répond à la demande initiale, il notifie une décision motivée d'admission avec réfaction.

La décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou d'admission avec réfaction peuvent être prononcées sans attendre l'expiration du délai maximum de vérification de service régulier. Le prononcé de la VSR peut être accompagné de pénalités de retard si les délais d'exécution contractuels ne sont pas respectés. Ils sont considérés comme n'ayant pas été respectés dès lors qu'il y a ajournement ou rejet, lesquels déclenchent le calcul des pénalités de retard prévues au CCP.

Si à l'issue de trois présentations en vérification par le titulaire, les résultats livrés n'ont pas pu obtenir un avis favorable pour la vérification en service régulier, le bénéficiaire peut décider de la résiliation de l'accord-cadre.

Après l'admission du service régulier, la livraison passe dans l'état « exploitation » et sa qualité de service est couverte, le cas échéant par la garantie, puis par les activités de maintien en condition opérationnelle.

## 18. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-TIC, le bénéficiaire peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du bénéficiaire.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-TIC.

## 19. MAINTENANCE

Il est fait application de l'article 29 du CCAG-TIC.

## 20. REVERSIBILITE ET TRANSFERABILITE

Il est fait application de l'article 38.4 du CCAG-TIC.

## 21. PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 21.1. Connaissances antérieures

#### 21.1.1. Définition

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et **indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation)**, les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

#### 21.1.2. Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards. L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, **sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats**, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice de l'acheteur sur les résultats ne s'applique pas aux connaissances antérieures, sauf stipulations contraires dans le marché ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet. Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'acheteur est prévue dans le marché, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats. Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur.

Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'acheteur.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

## 21.2. Résultats

### 21.2.1. Définition

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont **réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit** (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens. Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

### 21.2.2. Régime des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, **pour la mise en œuvre des besoins** auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

### 21.2.3. Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

### 21.2.4. Droit du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats. L'acheteur autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur, pour les mêmes droits que ceux prévus à l'article 46.2.1, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de l'article 5 du CCAG-TIC. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution du marché, le titulaire sollicite l'accord de l'acheteur. Le titulaire verse à l'acheteur, dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou partie des résultats, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les résultats, une redevance.

Les documents particuliers du marché déterminent les modalités de calcul de la redevance.

## 22. DOCUMENTS A FOURNIR PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

Concernant les assurances, il appartient au titulaire de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du bénéficiaire, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire produit à la demande du bénéficiaire à compter de la date de signature du marché par le représentant du bénéficiaire **et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci**, les documents prévus aux articles D.8222- 5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail. **En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus e produire ces pièces**, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au CCAG-TIC.

## 23. CESSION DU MARCHE

Le présent marché ne peut, en aucun cas, **faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux**, sans autorisation écrite et préalable du représentant du bénéficiaire.

## 24. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, le bénéficiaire se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables (dont la durée ne peut excéder trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre objet du présent marché), en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

## 25. CLAUSE DE REEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le bénéficiaire se réserve la possibilité de réexaminer les prestations du présent marché au cours de son exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées à l'initiative exclusive de la région académique d'Île-de-France, notamment en cas d'évènements ou de nouveaux besoins imprévus.

Le bénéficiaire se réserve la possibilité avec l'accord du titulaire de modifier le contrat pour en prolonger la durée d'exécution.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

## 26. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

La suspension des prestations se déroule conformément aux dispositions de l'article 26 du CCAG-TIC.

## 27. RESILIATION

### 27.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le contrat pour motifs d'intérêt général sans ouvrir droit à l'indemnisation du titulaire.

Dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande ou d'un accord-cadre passé sans minimum aucun droit à indemnisation n'est donné au titulaire dans la mesure où le pouvoir adjudicateur ne s'est engagé sur aucun montant.

Aucune indemnisation n'est due aux titulaires d'un accord-cadre multi attributaire résilié dans la mesure où aucun d'entre eux ne peuvent justifier d'un manque à gagner certain.

### 27.2. Résiliation en cas d'évènements liés au marché

Par dérogation à l'article 49 du CCAG-TIC, en cas de résiliation pour événements liés au marché aucune indemnité ne sera versée au titulaire, ni le paiement d'aucune dépense engagée par ce dernier en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au pouvoir adjudicateur.

### 27.3. Résiliation pour faute

En application de l'article 50 du CCAG-TIC et par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-TIC en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure, aux frais et risques du titulaire sans indemnité.

En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du contrat sans motif valable à l'appréciation de la région académique d'Île-de-France, notamment :

- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- le refus ou l'impossibilité du titulaire de se soumettre à l'injonction de maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence en cas de changement de son personnel, peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

La résiliation pour faute se fait toujours aux frais et risques du titulaire.

## 27.4. Résiliation en cas de force majeure

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

La résiliation de plein droit couvre deux situations :

- La force majeure
- La disparition du titulaire du contrat (décès, faillite ou incapacité civile)

En cas de circonstances de force majeure qui se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les parties peuvent convenir d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs ou de trouver des solutions alternatives.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché, il se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

La résiliation en cas de disparition du titulaire du contrat s'exécute conformément à l'article 48 du CCAG-TIC relatif à la résiliation pour événements extérieurs au marché.

## 28. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 54 du CCAG-TIC visé par le présent marché.

## 29. DIFFERENDS ET LITIGES

### Règlement à l'amiable

En cas de litiges, les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil et selon la procédure de règlement définie à l'article 55 du CCAG-TIC. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Toutefois, en application des articles L2197-1, L2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourra être saisi par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

### Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Paris.

La mention des voies et délais de recours pour l'ensemble de la procédure est précisé dans le règlement de consultation.

## 30. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-TIC auxquels ils dérogent
Article 2	Article 4.1
Article 7	Articles 14.1.2 et 14.1.3
Article 7.3	Article 14.1
Article 27.1	Article 51
Article 27.2	Article 49
Article 27.3	Article 50.2